



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 17 NOVEMBRE 2021

MONUSCO

REPRESENTANTE SPECIALE :

Bintou Keita, la Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, conclut aujourd'hui une mission de trois jours au Tanganyika. C'est la troisième fois que la cheffe de la MONUSCO se rend dans cette province, elle est cette fois accompagnée de ses deux Représentants spéciaux adjoints, d'une délégation MONUSCO et de plusieurs chefs d'agence des Nations Unies.

Madame Keita a échangé sur place avec les autorités provinciales, les associations de jeunes, de femmes et les acteurs humanitaires. « *Nous, MONUSCO, autorités et société civile, devons atteindre ensemble un certain nombre de jalons pour permettre à la mission onusienne de quitter la province du Tanganyika ; cela ne sera possible que par la mutualisation des efforts* », a-t-elle expliqué, tout en rappelant la détermination et l'engagement de toute la famille des Nations Unies à accompagner la transition. En ce moment même, la délégation est à Kabeya Mayi, pour évaluer la situation sécuritaire et humanitaire dans le territoire de Nyunzu où plus de 3 600 personnes ont été déplacées du fait de l'insécurité.

A noter également que Bintou Keita sera de retour demain à Kinshasa et participera au lancement des célébrations de la Journée internationale Nelson Mandela à Roméo Golf, à partir de 9H45.

PROTECTION DE L'ENFANT :

Au cours du mois d'octobre 2021, la Section de la Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté et vérifié 99 violations graves des droits de l'enfant dans le cadre des conflits armés en RDC, ce qui représente exactement le même nombre de violations que celles documentées le mois précédent.

Le recrutement et l'utilisation d'enfants a continué d'être la violation la plus fréquente (39), suivie par les enlèvements (27), les meurtres et mutilations (15), les violences sexuelles (9), les attaques contre les écoles et les hôpitaux (8) et le refus de l'accès humanitaire (1). Les violations vérifiées ont été attribuées aux Mai-Mai Biloze (18), CODECO (15), Mai-Mai Rene (12), ADF (10), Mai-Mai Malaika (7), Mai-Mai non-identifiée (8), Apa na Pale (6), Mai-Mai Mazembe (4), NDC-Renove (4), FRPI (2), Nyatura (2), Rayia Mutomboki (2), FDLR FOCA (1), FPIC (1) et Mai-Mai Nyerere (1). Les acteurs étatiques sont responsables de 6 violations (FARDC : 6). Globalement, 36 violations ont été vérifiées au Sud Kivu, 26 en Ituri, 25 au Nord Kivu, 11 au Maniema, et 1 au Tanganyika.

En outre, du 9 au 12 novembre, la Section de la Protection de l'enfant a effectué une mission de terrain à l'Amba (territoire de Fizi) pour faciliter la signature de la déclaration unilatérale et de la feuille de route par le

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

général autoproclamé Kimanuka Musasa, commandant du Rassemblement Congolais contre l'Occupation et la Balkanisation (RCCOB). Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route, une vérification de l'âge des troupes du RCCOB a été effectuée, ce qui a permis de séparer 26 enfants, dont 5 filles âgées de 14 à 17 ans.

POLICE DES NATIONS UNIES :

Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat de la MONUSCO, notamment en son volet protection des civils et renforcement des capacités opérationnelles de la PNC, la Police des Nations Unies a organisé une séance de sensibilisation en protection de l'enfant au profit de trente policiers de la commune de Mbunya, ville de Bunia.

L'équipe UNPOL en a aussi profité pour sensibiliser les participants aux mesures préventives de la pandémie de COVID-19, lavage fréquent des mains avec du savon, respect de la distanciation physique entre les personnes et port du masque.

En outre, à l'occasion du deuxième anniversaire de l'antenne de Radio Okapi à Butembo, des matériels scolaires ont été remis aux enfants et enseignants déplacés des écoles conventionnelles catholiques.

SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel Major Sylvester Mangure, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Au cours des deux dernières semaines, la Force a continué d'effectuer des patrouilles jour/nuit, des patrouilles et des missions à longue distance, des patrouilles conjointes, des escortes, des travaux de génie et des reconnaissances aériennes. La plupart des actions de la Force s'inscrivent dans le cadre de l'application et du soutien au mandat, à la protection des civils, à l'appui aux institutions de la RDC en particulier aux forces de sécurité locales pour lutter contre toute menace contre la population.

La Force a utilisé ses moyens de génie pour participer à divers projets d'appui à la population, en étroite collaboration avec le gouvernement local, tels que la réhabilitation de l'axe routier Komanda-Pinzili-Idohu de la RN 4 et Komanda-Luna dans la province de l'Ituri. En outre, la Force continue de coopérer avec les forces de sécurité locales, les autorités locales et d'autres parties prenantes pour escorter les convois civils. C'est la mesure immédiate contre les atrocités des groupes armés le long de la route. Ces activités garantissent que la sécurité des zones est renforcée tout en affichant la détermination et l'engagement de la MONUSCO envers le peuple de la RDC.

Sur le plan opérationnel, la Force continue de répondre avec fermeté à toute violation et tentative de nuire à la population. La réponse à de tels agissements est essentielle pour assurer la protection des civils, éviter la perte de vies humaines et conduire à la réalisation d'activités sociales et économiques quotidiennes par la population locale.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlacy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Au Nord-Kivu, la Force de la MONUSCO est intervenue pour ramener le calme après qu'une foule en colère a endommagé des structures gouvernementales dans la ville de Kirumba. Finalement, la foule a été forcée de dégager les barrages routiers afin que la circulation puisse reprendre normalement.

En outre, la Force de la MONUSCO a immédiatement déployé des troupes sécurisant le pont stratégique sur la rivière Rutshuru reliant Bunagana à Rutshuru en réponse à l'attaque des assaillants contre les postes des FARDC dans la zone générale du village de Bunagana dans le territoire de Rutshuru. D'autres troupes ont été déployées de manière proactive dans le village Bunagana pour anticiper toute menace de sécurité due au mouvement des personnes déplacées.

Sud-Kivu : la Force de la MONUSCO a mené des patrouilles conjointes de jour et de nuit en coordination avec la police des Nations Unies, la PNC et les FARDC dans la ville de Bukavu et ses environs pour dissuader les activités des groupes armés. Les casques bleus ont également établi des points de contrôle pour normaliser la sécurité de Bukavu et des environs. Les patrouilles conjointes ont normalisé la sécurité de la ville et permis à la population de poursuivre ses activités quotidiennes.

Sud-Kivu : la Force de la MONUSCO a établi un camp à Ziralo à la suite d'affrontements entre les FARDC et les groupes armés dans le territoire de Masisi, dans la province voisine du Nord-Kivu. Affrontements qui auraient entraîné une crise humanitaire dans les zones voisines, notamment dans le groupement de Ziralo. Ce camp vise à dissuader toute menace à la sécurité de la population, améliorer la situation humanitaire et permettre des activités économiques normales.

Ituri : en raison des affrontements en cours entre les FARDC et les groupes armés, la Force de la MONUSCO a mené une patrouille spéciale à longue distance pour normaliser la situation sécuritaire qui s'est détériorée dans les zones d'Iga-Barrière, Lopa, Katoto et Gina. La Force de la MONUSCO a également organisé une réunion avec les FARDC, la PNC, le chef de groupement et d'autres notables locaux pour renforcer la confiance entre les forces de sécurité et tous les acteurs de la paix.

Les troupes de la Force continuent d'organiser divers événements dans leurs domaines de responsabilité, notamment la sensibilisation au COVID-19 et à Ebola, la fourniture de soins médicaux et la distribution d'eau, entre autres. Ces activités offrent une occasion de sensibiliser et de comprendre les divers problèmes affectant les communautés, afin de mobiliser le soutien pour l'action et contribuer à renforcer leur autonomisation économique.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

EQUIPE DE PAYS

ONU FEMMES

Déclaration de Madame Awa Ndiaye Seck, Représentante d'ONU Femmes en RDC

Mesdames et messieurs,

Chers journalistes et personnalités des médias,

Chères auditrices et chers auditeurs,

Nous nous retrouvons aujourd'hui, car la grande campagne des mois de novembre et décembre approche : les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes et aux filles commencent en effet la semaine prochaine, jeudi 25 novembre, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. Elle dure jusqu'au 10 décembre.

Cette année, le thème international est **“Orangez le Monde : Mettons fin aux violences faites aux femmes aujourd'hui !”** et le thème national est **« Je me lève et je m'engage aujourd'hui contre les violences faites aux femmes, jeunes et petites filles. »** Dans toute la RDC, les autorités, la société civile, le secteur privé, les partenaires du développement et de l'humanitaire se mobilisent pour attirer l'attention sur ce fléau.

Je salue aussi le leadership de la Ministre du Genre, Famille et Enfant dans la lutte contre les violences basées sur le genre.

Les thèmes pour cette année sont volontairement larges pour rappeler que les femmes et les filles subissent des violences et des discriminations multiples. Cela englobe bien sûr les violences sexuelles et physiques, qui sont extrêmement graves et dont la prévention et la protection des victimes et des survivantes doivent être notre priorité à tous et toutes. Nous pouvons rappeler qu'au mois de septembre 2021, 77 victimes de violences sexuelles liées aux conflits ont été documentées. Ce chiffre est en augmentation par rapport aux 2 mois précédents ¹. Agir en dénonçant et poursuivre les auteurs de ces crimes est essentiel pour la réparation des victimes.

En juin de cette année, Le Chef de l'État a d'ailleurs lancé la campagne nationale « Tolérance Zéro Immédiate » pour les crimes basés sur le genre et l'impunité. Cette campagne, a pour objectif, entre autres, que les auteurs de violence contre les femmes soient punis et que les victimes aient accès à la justice. Nous pouvons aussi saluer l'initiative pour la mise en place d'un fonds national de réparation des survivantes de violences sexuelles RDC par le Chef de l'Etat et la table ronde organisée par la Première Dame en octobre dernier.

Malheureusement, les femmes subissent aussi d'autres formes de violence et de discrimination au quotidien, que nous devons arrêter de banaliser, car elles les empêchent de participer pleinement au développement du Congo. Par exemple, quand les filles n'ont pas accès aux protections menstruelles et doivent rater les cours ; la discrimination à l'embauche ou les injures sexistes contre les femmes politiques.

¹ BCNUDH

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Mesdames et Messieurs,

ONU Femmes s'implique sur tous les fronts avec le gouvernement et ses partenaires, pour s'attaquer aux racines des violences et des discriminations, soutenir les victimes et promouvoir l'égalité des sexes.

Par exemple, à travers le projet pour des **lois favorables à l'entrepreneuriat équitable** dans les villes de Kinshasa, Lubumbashi, Goma et Matadi, financé par la Banque Mondiale dans le cadre du PADMPME. Il vise à soutenir le changement des textes discriminatoires et faciliter l'accès à la bonne information pour mieux protéger les femmes entrepreneures et commerçantes, qui sont plus exposées aux tracasseries et aux violences physiques et sexuelles dans leur activité économique.

Une délégation de femmes leaders politiques et économiques, soutenue par ONU Femmes et la Suède, effectuée en ce moment des missions de solidarité dans plusieurs provinces. Elles étaient au Sankuru et en Ituri, elles sont cette semaine au Kongo Central, et iront ensuite au Lualaba et au Tanganyika.

Elles lancent les différents réseaux de femmes leaders africaines, femmes rurales, candidates, et élues provinciales. Ces réseaux sont importants, car ils renforcent l'unité du mouvement féminin et permettent à leurs membres de rester informées et d'être en contact avec des femmes d'autres provinces et du continent pour échanger des expériences et trouver des solutions contre les violences. La délégation établit aussi une cartographie des positions de pouvoir dans chaque province et de la représentation des femmes en leur sein. C'est essentiel, car la participation des femmes aux prises de décision est un des meilleurs moyens pour assurer que leurs besoins sont pris en compte y compris en matière de protection contre les violences.

Mesdames, Messieurs,

Le thème de la campagne des 16 jours d'il y a quelques années étaient « Je dénonce ! ». Les thèmes de cette année confirment que nous avons dépassé cette étape pour rentrer résolument dans l'action : « Je me lève et je m'engage ». Une évolution positive dans la lutte contre la violence contre les femmes et les filles est en effet que le sujet est de moins en moins tabou. Les médias en parlent, on en parle dans les écoles, au gouvernement, en famille, etc. Les victimes sont cependant toujours stigmatisées. Maintenant, aujourd'hui, chacune et chacun d'entre nous peut identifier quelle action, il ou elle peut faire pour éliminer la violence contre les femmes. Cela peut être en parler avec ses amis, au travail, réfléchir à ce qu'on dit et ne plus rester passif quand on est témoin d'une agression.

Messieurs,

Vous avez un rôle particulier à jouer dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Nous avons besoin de champions à nos côtés pour éliminer les pratiques néfastes et convaincre les hommes et garçons de faire de même.

Mesdames, Messieurs,

Pour nous aider, 16 messages clés ont été choisis, vous les verrez chaque jour sur les réseaux sociaux d'ONU Femmes RDC. Ils abordent les thèmes comme des violences contre les femmes qui au vivent dans les régions en conflit, travaillent dans les mines, vivent avec un handicap, celles portant le VIH, les commerçantes, celles qui sont issues des minorités, les femmes rurales, les femmes politiques, les filles qui veulent étudier, celles qui sont mariées trop tôt et subissent des grossesses précoces, et celles qu'on empêche de travailler dignement, recevoir un crédit ou d'avoir accès à la justice. Tout au long de la campagne, vous pouvez aussi montrer votre soutien en portant la couleur orange.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

Cette année, je me lève et je m'engage contre toutes les violences et les discriminations faites aux femmes et aux filles. Et vous ?

Je vous remercie.

UNICEF :

Un nouvel entrepôt de la chaîne du froid, d'une valeur de 4 millions de dollars, destiné au stockage de vaccins, a été inauguré hier dans la ville de Kisangani en République Démocratique du Congo (RDC).

« J'ai l'honneur de procéder à la remise officielle à ce jour, dans un contexte de crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie du COVID-19, est la réponse à des nombreux défis logistiques qu'éprouve la province de la Tshopo en ce qui concerne la vaccination », a déclaré Dr Paul Bungiena, Directeur de cabinet adjoint au nom du Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévention.

L'entrepôt devrait améliorer considérablement l'approvisionnement en vaccins dans l'est du pays et permettre de résoudre certaines des énormes contraintes logistiques qui ont empêché la distribution de médicaments dans les régions éloignées. Il sera également utilisé pour accélérer la distribution des vaccins contre la COVID-19 depuis Kisangani et permettra de fournir les températures exactes pour leur stockage.

Cet entrepôt est le deuxième de ce type à être construit dans le pays et a été principalement financé par GAVI - l'Alliance du Vaccin, avec le soutien de l'UNICEF et du Gouvernement congolais. Il contient quatre chambres froides, une zone de stockage des médicaments, une salle de réunion et six bureaux. Il est alimenté par l'électricité du réseau national mais dispose de deux générateurs de secours et de panneaux solaires.

Edouard Beigbeder, Représentant de l'UNICEF en RDC, a déclaré que l'entrepôt améliorera aussi considérablement l'accès à des soins de santé de qualité pour les enfants et les femmes. Il permettra entre autres de distribuer plus facilement des vaccins contre des maladies comme la rougeole et la poliomyélite, en plus de la fourniture de moustiquaires imprégnées d'insecticide, de suppléments de vitamine A et de traitements vermifuges.

Edouard Beigbeder a déclaré que la construction de l'entrepôt était une réussite majeure, malgré les récentes situations d'urgence telles que les épidémies d'Ebola et de rougeole et de l'éruption volcanique de juin 2021 à Goma.

« Je tiens à féliciter le Gouvernement les progrès importants et constants dans le domaine de la santé, comme la vaccination ou la santé des nouveau-nés », a-t-il déclaré. « L'entrepôt facilitera la réception et le stockage des vaccins et autres produits de santé destinés aux provinces de l'est du pays (Tshopo, Bas-Uélé, Haut-Uélé, Maniema). Il permettra de renforcer la chaîne du froid afin de mettre des vaccins de qualité à la disposition des familles, des femmes enceintes et des jeunes enfants dans les zones de santé les plus reculées et difficiles d'accès. »

L'immensité de la RDC - un pays de la taille de l'Europe occidentale - pose d'énormes difficultés en termes de mise en œuvre de la chaîne d'approvisionnement. Les vaccins destinés au programme de vaccination sont actuellement reçus à Kinshasa, ce qui rend de nombreux dépôts provinciaux dépendants de leur niveau

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06



Organisation des Nations Unies

d'accessibilité à la capitale. Les coûts d'expédition des vaccins vers les provinces périphériques s'élèvent en moyenne à environ 2 millions USD par an.

« De même, la capacité insuffisante de stockage de la chaîne du froid dans certains endroits, associée à des problèmes d'accessibilité, entraîne souvent des ruptures de stock, un sous-stockage ou un sur-stockage des intrants », a déclaré Edouard Beigbeder. « Ces faiblesses dans la chaîne d'approvisionnement affectent la disponibilité suffisante en quantité et en qualité des vaccins et du matériel de vaccination aux points de prestation de services, limitant ainsi l'accès aux services de santé pour certaines populations, notamment les plus pauvres et celles vivant dans des zones difficiles d'accès. »

Cette construction intervient alors que des études soutenues par l'UNICEF montrent que la RDC a fait des progrès dans la réduction du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans, qui est passé de 58 pour 1.000 naissances vivantes (entre 2013-2014) à 43 pour 1.000 naissances vivantes (entre 2017-2018). De même, des améliorations ont été enregistrées dans la vaccination des populations contre la poliomyélite.

Malgré ces progrès, environ 1,75 million d'enfants sur une cohorte de naissance de 3,75 millions ne sont pas du tout vaccinés - ou le sont de manière incomplète - chaque année. Ce faible taux de couverture se traduit par la résurgence de plusieurs épidémies, telles que le poliovirus de type 2, les épidémies de rougeole et plus récemment une épidémie de méningite dans la province de la Tshopo, dont Kisangani est la capitale.

L'entrepôt a été construit par des ingénieurs congolais sur un terrain d'un hectare appartenant au Gouvernement. Il dispose de quatre camions, dont deux réfrigérés, pour faciliter la distribution de produits médicaux essentiels en dehors de Kisangani. Cette construction a été rendue possible grâce aux efforts des techniciens congolais et de l'UNICEF travaillant aux côtés du ministère de la Santé publique, de l'Hygiène et de la Prévention.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 04 ; mobile : +243 81 89 77 06